Document généré le 15 juil. 2025 06:11

Politique et Sociétés

Climate Politics and the Impact of Think Tanks. Scientific Expertise in Germany and the US, d'Alexander Ruser, Basingstoke, RU, Palgrave Macmillan, 2018, 173 p.

Guillaume Lamy

Volume 39, numéro 1, 2020

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1068375ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1068375ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)
1703-8480 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Lamy, G. (2020). Compte rendu de [*Climate Politics and the Impact of Think Tanks. Scientific Expertise in Germany and the US*, d'Alexander Ruser, Basingstoke, RU, Palgrave Macmillan, 2018, 173 p.] *Politique et Sociétés*, *39*(1), 189–191. https://doi.org/10.7202/1068375ar

Tous droits réservés © Société québécoise de science politique, 2020

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

une méthode pour réduire la présence de ces mêmes gangs plus efficace que la criminalisation des recrues potentielles (p. 165). Une telle approche holistique, qui limite la place du système de justice pénale dans la gestion des problèmes liés à l'exclusion sociale, est aussi promue par Vitale dans le cas de l'immigration non documentée, celui-ci appelant à une abolition des programmes fédéraux dédiés à l'identification et à la déportation des immigrant·e·s en situation irrégulière, la levée des barrières qui limitent l'accès au logement et à l'emploi de ces personnes, ainsi qu'une reconnaissance de leur rôle important dans la revitalisation des communautés et la stimulation de l'économie aux États-Unis (p. 194).

*

Bien que Franklin E. Zimring et Alex S. Vitale abordent des thèmes similaires respectivement dans *When Police Kill* et *The End of Policing*, le traitement de ces thèmes diffère significativement entre les deux ouvrages : si le premier propose des stratégies de réduction des décès aux mains de la police liées à la formation et aux protocoles d'intervention, le second insiste plutôt sur la réduction de la présence policière dans la vie des communautés les plus défavorisées, dont les membres sont surreprésentés dans les interactions létales avec les forces de l'ordre. Bien que ces deux approches aient leurs mérites respectifs, il nous semble que celle qui est adoptée par Vitale est plus appropriée pour rendre compte de l'ampleur du phénomène étudié, et pour éventuellement y remédier. En définitive, les réformes proposées par Zimring nous semblent insuffisantes pour régler le problème des violences policières aux États-Unis et ailleurs, mais un dialogue entre sa perspective, qu'on peut associer à la justice procédurale, et l'approche de Vitale, qui correspond davantage à un programme de justice sociale, est sans doute l'une des avenues les plus intéressantes pour étudier cette question difficile et d'une grande actualité.

Emanuel Guay
Candidat au doctorat en sociologie, Université du Québec à Montréal
guay.emanuel@courrier.uqam.ca

Climate Politics and the Impact of Think Tanks. Scientific Expertise in Germany and the US, d'Alexander Ruser, Basingstoke, RU, Palgrave Macmillan, 2018, 173 p.

Depuis quinze ans, les *think tanks* ont la cote en science politique. Ces nouveaux objets ont raison de fasciner leurs contemporains. Situés à l'intersection de plusieurs champs, ils offrent leurs angles à tant d'approches de cette discipline : théorie des élites, groupes de pression, sociologie politique, relations internationales, politiques publiques. En ce sens, le livre d'Alexander Ruser, *Climate Politics and the Impact of Think Tanks*, traitant du rôle joué par ces derniers aux États-Unis et en Allemagne dans les processus des politiques climatiques, ne peut que confirmer la tendance actuelle, à savoir l'intérêt croissant pour ce genre d'organisations de recherche auxiliaire qu'il n'est plus possible d'ignorer.

La littérature scientifique traitant de l'influence des *think tanks* conservateurs et néolibéraux américains s'enrichit qualitativement et quantitativement d'année en année. Après une succession d'études de cas ayant démontré le rôle majeur joué par les *think tanks* américains dans la négation du réchauffement climatique et même dans les *rollbacks* de politiques climatiques qui ont eu lieu sous la présidence de Georges W. Bush, il était plus que pertinent de procéder à une étude comparative pour vérifier si les *think tanks* génèrent les mêmes effets perturbateurs ailleurs dans le monde. Par exemple, le rôle que jouent les *think tanks* financés généreusement par les entreprises pétrolières aux États-Unis dans le contre-mouvement environnemental s'observe-t-il aussi en Allemagne ? C'est la question de recherche qui structure le livre de Ruser, professeur à l'Université d'Adger en Norvège. La démonstration qu'il y développe accouche d'une comparaison des plus instructives qui permet de comprendre avec davantage de subtilité que l'écosystème et la culture politique dans lesquels « habitent » les *policy institutes* composent des facteurs déterminants en ce qui a trait à la nature de

l'influence qu'ils exercent sur les politiques nationales (p. 60).

Sans prétendre mettre fin aux désaccords concernant la définition de l'objet en question, que Ruser a raison de présenter comme un terme générique ou *umbrella term* (p. 44), on peut présenter les *think tanks* comme des organisations de recherche qui font valoir une expertise sur les politiques publiques et les enjeux de sociétés et qui prennent généralement la forme d'organismes sans but lucratif (OSBL), avec ou sans mission de bienfaisance.

Le chapitre consacré aux *think tanks* américains figure parmi les meilleures synthèses de ce qui a été produit sur les *think tanks* de combat (*advocacy think tanks*) en matière de réchauffement climatique. Avec plus d'un millier d'entités surtout concentrées dans la région washingtonienne, les États-Unis composent, à ce jour, le terreau le plus favorable à la prolifération de ces organisations de recherche militantes. Les facteurs sous-jacents à cette réalité évoqués par Ruser sont nombreux : système parlementaire à faible discipline partisane, ressources philanthropiques débordantes, foisonnement de lobbies, existence depuis longtemps d'un véritable marché de la recherche externalisée, surplus massif de professionnels de recherche titulaires d'un doctorat cherchant à offrir leurs services hors universités, polarisation sociale et médiatique inégalée en Occident, etc. (p. 57-59).

Pour l'auteur, les *think tanks* conservateurs et néolibéraux sont « les représentants permanents » du réseau des climato-sceptiques à Washington (p. 92). Ils composent aussi un « rouage » important dans la machine républicaine (p. 92) où ils occupent une fonction stratégique essentielle. « In sum, the visible think tanks in the US belong to a conservative network that is structured around a shared belief system that favours free-market politics and fundamental opposition to government regulation. In the increasingly polarized political landscape of the US, climate change poses a major threat. » (p. 94) C'est bien pourquoi on peut dire avec Philip Mirowski (2013, *Never Let a Serious Crisis Go to Waste. How Neoliberalism Survived the Financial Meltdown*, Verso) que les experts conservateurs actifs dans les 35 *think tanks* recensés par Ruser ont servi d'organes pour prolonger les disputes sur les politiques climatiques afin de propager un agnosticisme (une *agnotology*) à l'égard du réchauffement climatique dans la population et auprès des élites.

Ces *think tanks* climato-sceptiques, qui fonctionnent en réseau, s'abreuvent aux mêmes sources : de grandes fondations américaines favorables au libre-échange qui réinventent chaque décennie de nouvelles stratégies pour paralyser et discréditer l'intervention publique et les régulations en tout genre.

En Allemagne, la situation est tout autre. L'intervention de l'État y est légitimée par de fortes traditions étatistes qui remontent à la République de Weimar (p. 102). Ainsi, la majorité des *think tanks* qui traitent d'environnement sont le fruit d'initiatives gouvernementales et demeurent financés par l'État (p. 103). En conséquence, les *think tanks* de combat y sont marginaux et les organisations de recherche auxiliaires opérant dans le giron universitaire prédominent (p. 106).

Les nombreux acteurs qui donnent vie à la culture politique allemande depuis trente ans ont réussi, par ailleurs, à créer une véritable fierté nationale : représenter l'avant-garde environnementale sur le continent et dans le monde (p. 109). La chose est d'autant plus structurante qu'il existe bon nombre de législations qui, en plus de contraindre l'action des gouvernements à plusieurs niveaux, orientent par ricochet la « recherche-action » qui se fait chez les *think tanks*. Il en résulte que les *policy institutes* qui traitent d'environnement sont institutionnalisés et intégrés dans les cycles de politiques et ont même un accès privilégié aux ministères (p. 111).

De plus, nier le consensus qui existe dans cette République fédérale allemande autour du réchauffement climatique d'origine anthropique suffirait pour pulvériser toute prétention de scientificité de la part d'un *think tank* qui en partagerait le postulat. Cette culture politique allemande a pour effet, en matière de recherche environ-

nementale, de marginaliser les *think tanks* de combat qui pourraient être à la solde des lobbies.

À bien des égards, la situation américaine permet de rappeler que les *think tanks* de combat, lorsqu'ils sont suffisamment financés et influents, peuvent servir de front de résistance à l'action de politiques publiques basées sur la science comme en ce qui concerne la lutte au réchauffement climatique. En ce sens, ils peuvent favoriser et accélérer les faillites de politiques publiques en maintenant vives de fausses controverses, parfois fabriquées de toutes pièces par des organisations essentiellement financées par des lobbies qui ont réussi au fil du temps à se présenter aux yeux de tous comme des fondations caritatives. Surtout, le travail des mercenaires de la recherche réalisé par des *think tanks* de combat multimillionnaires afin de propager le discours climato-sceptique – eux qui étaient autrefois protabac comme l'ont démontré Erik M. Conway et Naomi Oreskes en 2010 avec *Les Marchands de doute* – est digne d'enseignement en science politique. Le comportement des *advocacy think tanks* américains, tels que Heritage Foundation, Heartland Institute, Competitive Enterprise Instiute, CATO Institute, Atlas Network, a su prouver qu'il était malgré tout stratégique de semer le doute sur le climat dans la population, même si cela va à l'encontre du savoir scientifique ; car la classe politique peut ensuite s'appuyer sur le scepticisme de la population pour justifier l'inaction ou le démantèlement de politiques environnementales.

À l'inverse, les *think tanks*, lorsque judicieusement orientés vers des principes d'intérêt général et constitués selon des règles scientifiques, peuvent s'avérer être de formidables auxiliaires capables de contribuer à réinventer les politiques qui encadrent nos sociétés complexes. C'est bien sur le plan épistémologique que se dégage donc la contribution fondamentale de *Climate Politics and the Impact of Think Tanks. Scientific Expertise in Germany and the US* d'Alexander Ruser : ces organisations sont intégrées dans des régimes de connaissance (p. 59 et 138) qui balisent le champ des possibles que peuvent emprunter les *policy institutes*. Cela permet de souligner toute l'importance de l'encadrement institutionnel qui s'avère nécessaire pour éviter que les *think tanks* ne se transforment en partis politiques et qu'ils ne fassent que réitérer les clivages idéologiques sur le territoire de la recherche.

Guillaume Lamy
Doctorant, science politique,
Université du Québec à Montréal
lamy.g@outlook.com

Experts, sciences et sociétés, sous la dir. de François Claveau et Julien Prud'homme, Montréal, Les Presses de l'Université de Montréal, 2018, 284 p.

Dirigé par François Claveau et Julien Prud'homme, *Experts, sciences et sociétés* est un ouvrage collectif d'introduction aux enjeux touchant au rôle social et politique de l'expertise et du savoir. Abordant le problème par une approche transdisciplinaire, l'ouvrage fait appel à une grande variété de contributeurs ; les treize analyses proposées en sont ainsi complémentaires. Les chapitres sont organisés en trois sections distinctes : 1) Qu'est-ce qu'un expert ? 2) Organisation sociale de l'expertise et 3) Évaluer l'expertise.

La première partie aborde la question de l'expert comme tel et interroge son identité ; qui est-il et, surtout, qui n'est-il pas ? Le chapitre de Till Düppe retrace l'histoire de l'expertise en Occident, mettant de l'avant des conditions historiques telles que le développement des États et le rôle grandissant des universités dans la formation de ce concept proprement moderne. Le chapitre de Johan Giry et Julien Landry se penche sur la posture de l'intellectuel public, que les auteurs comparent à celle de l'expert. La comparaison nous mène à concevoir les rapprochements et les confrontations qui existent entre les deux postures. Le chapitre de Yann Bérard, pour sa part, oppose les concepts de savoir expert et de savoir profane au fil d'une réflexion critique sur les usages et les possibilités de l'expertise citoyenne. On en tire surtout le grand apport que les citoyens